

Lundi 27 décembre 1999, les vents ont soufflé jusqu'à 170 kilomètres à l'heure dans certaines parties de la région Limousin, comme ici dans la Creuse.



## « On risque de déséquilibrer la forêt »

Gérard Frigant, secrétaire général du Snaf-Unsa forêt, dresse le bilan de la gestion de la tempête par l'Office national des forêts (ONF) et s'inquiète des mesures en cours.

### ENTRETIEN

**Dix ans après la tempête, quel bilan faites-vous du travail de l'ONF pour reconstruire la forêt française ?**

**GÉRARD FRIGANT.** En ce qui concerne la forêt publique (domaniale et communale), on peut dire que l'ONF a joué son rôle. Sauf à de rares exceptions, tout le bois récoltable a été commercialisé. Certains endroits, difficilement atteignables, comme dans les Vosges par exemple, ont été laissés en l'état. Mais ces arbres morts ont joué un rôle important pour l'écosystème, notamment en enrichissant l'humus.

**Tous les arbres ont-ils été remplacés ?**

**GÉRARD FRIGANT.** Contrairement à ce que beaucoup croient, il est

impossible de remplacer un arbre adulte par un arbre adulte. Il y a deux techniques : la plantation, pour les endroits complètement détruits et la régénération naturelle, qui consiste à utiliser les arbres restés sur place comme semenciers. Tout ce qui était reboisible l'a été. Aujourd'hui, la forêt française est donc jeune. L'avantage, c'est que ces arbres fixent davantage le carbone. La tempête de 1999 a eu un autre effet : elle a modifié la forêt dans sa composition. On a apporté plus de mélanges d'espèces, en se rendant compte des dangers de la monoculture.

**Vous dénoncez une « marchandisation » de la forêt, c'est-à-dire ?**

**GÉRARD FRIGANT.** Nos bons technocrates considèrent que la forêt doit cracher plus de bois, qu'il faut produire plus pour préserver plus. Mais la forêt a de multiples rôles : outre la production de bois, elle sert aussi à fixer des dunes et assécher les marais. Le risque en augmentant la productivité, c'est de déséquilibrer la forêt. Elle se fragilise et s'appauvrit. Dans le même temps, nous subissons des réductions de personnel comparables à celles de France Télécom. Depuis 1986, nous sommes passés de 16 000 à 10 000 agents. Résultat : nous commençons, nous aussi, à faire face à des suicides...

ENTRETIEN RÉALISÉ  
PAR MARIE BARBIER